ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου **1949** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **306**

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1269.

Περὶ κυρώσεως τῶν ὑπογραφεισῶν ἐν Σὰν Ρέμο τὴν 5ην Νοεμβρίου 1948 μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας «Συνθήκης Φιλίας, Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας» καὶ «Συμβάσεως Συνδιαλλαγῆς καὶ Δικαστικοῦ Διακανονισμοῦ».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΣΠ' τῆς 24 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Σὰν Ρέμο τὴν 5ην Νοεμβρίου 1948 Συνθήκη Φιλίας, Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω Συνθήκης ἄρξεται τριάκοντα ἡμέρας μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴν ἐν Ἀθήναις, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 29 ταύτης, τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως αὐτῆς.

Ἄρθρον 2.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχὺν ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Σὰν Ρέμο τὴν 5ην Νοεμβρίου 1948 Σύμβασις Συνδιαλλαγῆς καὶ Δικαστικοῦ Διακανονισμοῦ μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας, ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω Συμβάσεως ἄρξεται ἅμα τῇ ἀνταλλαγῇ ἐν Ἀθήναις, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 23 ταύτης, τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, ΠΑΝΟΣ ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β.. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

TRAITE
d'Amitié, de Commerce et de Navigation entre la Grèce et l'Italie

SA MAJESTE LE ROI DES HELLENES et le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE, animés d'un égal désir de renouer la tradition et resserrer les liens d'amitié entre leurs deux Pays et d'en développer les relations économiques, commerciales et maritimes, ont résolu de conclure un traité d'amitié de commerce et de navigation sur la base des principes de l'égalité de traitement avec les nationaux et de la nation la plus favorisée et ont désigné, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTE LE ROI DES HELLENES :
Son Excellence Monsieur Constantin TSALDARIS Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères,

et

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE
Son Excellence Monsieur Carlo SFORZA, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Il y aura paix et amitié perpétuelle entre l'Italie et la Grèce.

Article 2.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre Elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, seront soumis à une procédure de règlement pacifique dans les conditions qui seront fixées par une convention spéciale.

Article 3.

Sous réserve des dispositions des lois de police, d'ordre et sûreté publique et de défense nationale qui sont applicables à tous les étrangers, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes peuvent entrer librement dans le territoire de l'autre Partie, en sortir, voyager, s'établir sur le territoire et y séjourner aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils jouiront sur le territoire de l'autre, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, de la même protection que les nationaux.

Au cas où l'une des Parties Contractantes déciderait d'interdire l'accès d'une zone déterminée du Pays, il est entendu que cette interdiction ne serait appliquée aux ressortissants de l'autre Partie qu'à la condition que la dite mesure soit valable pour tous les ressortissants étrangers.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront de plein droit sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits civils, l'exercice du commerce, de l'industrie, des professions et des métiers, sous condition de réciprocité.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront dans le territoire de l'autre Partie les mêmes droits que les nationaux de posséder et louer toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, de l'acquérir et d'en disposer par vente, échange, donation, testament ou d'autre manière, ainsi que d'hériter ab intestato sans payer des taxes ou impôts autres ou plus élevés, que les nationaux. Sont toutefois réservées, en ce qui concerne l'acquisition, la possession et l'usage des biens immeubles, les exceptions et restrictions établies pour les étrangers par la législation des Hautes Parties Contractantes à l'égard de la sûreté de l'Etat et qui sont applicables aux ressortissants de tout autre Etat. En tout cas aucune des Hautes Parties Contractantes ne sera obligée à concéder, en cette matière, aux ressortissants de l'autre, des droits plus étendus que ceux qui seraient en fait concédés à ses nationaux dans le territoire de cette dernière Partie.

Article 6.

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à ne prendre vis-à-vis des biens, droits et intérêts légalement possédés sur son territoire par les ressortissants de l'autre Partie aucune mesure de disposition, limitation, restriction ou d'expropriation pour causes d'utilité publique ou d'intérêt général, qui ne serait pas applicable dans les mêmes conditions à ses nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les indemnités auxquelles ces mesures donneront lieu.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du même traitement que les nationaux, en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens. A cet effet les ressortissants, les personnes juridiques et les sociétés civiles et commerciales de chacune des Hautes Parties Contractantes auront sur le territoire de l'autre libre et facile accès devant les Tribunaux à tous les degrés de juridiction, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits et intérêts. Ils jouiront à cet égard des mêmes droits et avantages que les nationaux. Ils ne seront pas astreints, conformément au chapitre IIIème de la Convention de la Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, à fournir la cautio judicatum solvi en se soumettant, toutefois, aux règles contenues dans ladite Convention et relatives à l'exécution des condamnations aux frais de justice. Ils jouiront en outre de l'assistance judiciaire gratuite, suivant les conditions du chapitre IVème de la même Convention.

Article 8.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de toute service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre et de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels dont ci-dessus et de toute réquisition et prestation militaire. Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la location des immeubles, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires, auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaires ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas les intérêts des ressortissants de chacune des Parties jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités et la fixation des prix de réquisition, de la même protection accordée en pareil cas aux nationaux.

Il est, en outre, entendu que, en ce qui concerne les matières ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties ne seront jamais traités dans, le territoire de l'autre, d'une manière moins favorable que les ressortissants de tout autre Etat.

Article 9.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux, dans des situations identiques; ils bénéficieront notamment, dans les mêmes conditions que les nationaux, des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que ces taxes seront perçues sur les autres étrangers. Le taux de ces taxes ne pourra pas être supérieur à celui des taxes perçues sur les ressortissants de tout autre Etat.

Article 10.

Les sociétés civiles et commerciales (industrielles, financières, bancaires, d'assurances, de transport, etc.) ainsi que les établissements publics d'assurances et autres, en tant qu'ils exercent sur le territoire de l'autre Partie une activité de caractère exclusivement commercial, régulièrement constitués sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes, et y ayant leur siège social, seront reconnus de plein droit par l'autre Partie comme existant régulièrement.

Le légalité de la constitution de ces sociétés et établissements et leur capacité d'ester en justice, ainsi que celle de leurs succursales et agences, seront déterminées d'après leur statut et la loi du pays où ces sociétés et établissements ont été constitués.

Ils pourront, s'établir, créer des filiales, succursales et agences et exercer toute activité industrielle et commerciale, suivant les modalités, limitations et conditions établies par les lois en vigueur et qui sont applicables aux sociétés et établissements de tout autre pays.

Lesdites sociétés et établissements n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie des impôts, droits ou taxes, ni autres ni plus élevés, que ceux perçus sur les nationaux.

Article 11.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre Pays, de faire dans ce Pays les achats pour leurs commerce, fabication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes avec ou sans échantillons, chez les producteurs et commerçants, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans le pays respectif ne dépasse pas six mois par an. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela serait permis aux voyageurs de commerce de tout autre Pays.

Le carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle indiqué dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Génève le 3 novembre 1923.

Les Hautes Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer les cartes le légitimation.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

En ce qui concerne les industries ambulantes le colportage et la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties Contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront, dans chacun des deux Pays, admis temporairement en franchise de droit, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation.

Article 12.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement, pour tout ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits, les formalités douanières, l'importation et l'exportation des marchandises, le transit, la réexportation, l'entreposage, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'Elles a déjà accordé ou accorderait à l'avenir à tout autre Etat, seront étendus immediatement et sans conditions, à l'autre Partie Contractante.

En application de ce principe, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire d'une des Hautes Parties Contractantes ne seront soumis, à l'importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujettis les produits similaires de la nation la plus favorisée.

De même à l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu en Grèce, et à l'exportation vers la Grèce, il ne sera perçu en Italie, des droits de sortie ou taxes autres ou plus élevés que ceux perçus à l'exportation vers le pays le plus favorisé.

Article 13.

Les dispositions de l'article 12 ne sont point applicables :

a) aux faveurs spéciales que chacune des Hautes Parties Contractantes aurait accordées ou accorderait à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;

b) aux obligations imposées à l'une ou à l'autre des Hautes Parties Contractantes par les engagements assumés dans le cadre d'une union douanière, d'un accord économique régional ou d'un régime similaire, y compris ceux découlant des accords provisoires conclus dans ce but ;

c) aux obligations imposées à l'une des Hautes Parties Contractantes par des accords économiques ou douaniers multilatéraux dont elle serait Partie et auxquels l'autre Partie Contractante pourrait adhérer ;

d) aux avantages spéciaux que la République Italienne aurait déjà accordés ou qu'elle accorderait à l'avenir à la République de San Marino, à la Cité du Vatican ou à des territoires ayant un statut juridique spécial, internationalement reconnu.

Article 14.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver leur commerce réciproque par des

prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

a) dans des circonstances exceptionneles, par rapport aux provisions de guerre ;

b) pour des raisons de sûreté publique ;

c) pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

d) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions, qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport, ou la consommation, à l'intérieur, des marchandises indigènes similaires ;

e) par égard à la police sánitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article 15.

Les dispositions de l'article 14 ne portent aucune atteinte aux prohibitions ou restrictions quantitatives des importations et exportations de marchandises adoptées en voie temporaire par les Hautes Parties Contractantes à la date du présent Traité en vue de sauvegarder l'équilibre de leurs balances des payements. Ces restrictions pourront être aménagées toutes les fois qu'il sera nécessaire.

Les Hautes Parties Contractantes appliqueront, toutefois, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus libérale.

En outre, dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi de dérogations ou la fixation de contingents seront examinés sur demande de l'autre Partie Contractante, de façon à n'affecter que le moins possible les relations commerciales entre les deux Pays.

En tout cas, l'importation d'échantillons ainsi que de marchandises en petite quantité aux effets du commerce sera toujours consentie.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent également à ne pas s'opposer à l'importation de petites quantités d'un produit nécessaires pour l'obtention ou la protection des brevets d'invention, marques de fabrique, droits d'auteur et autres droits similaires.

Article 16.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être consideré comme tel, étant donné la tranformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie, dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agrée, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale, à cela autorisée, le Gouvernement du Pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par l'autorité diplomatique du pays ou par l'autorité consulaire compétente dans le lieu duquel proviennent les marchandises. Les deux Gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa serait exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 17.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse delivrés par les laboratoires officiels de l'autre pays, comme preuve que les produits naturels ou fabriqués d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties Contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toute vérification utile nonobstant la production du certificat d'analyse.

La procédure établie par chaque Gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons ainsi que les modèles des certificats sero notifiée à l'autre pays et agréée par lui.

La liste des laboratoires officiels, chargées dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse, sera notifiée par chacun des deux Gouvernements à l'autre, dans le plus bref délai à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

Article 18.

Aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations, grevant actuellement ou à l'avenir la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires indigènes.

Article 19.

Les Hautes Parties Contractantes se concédent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires par chemin de fer, aussi bien que par cours d'eaux navigables par canaux et par voie de l'air ; et ceci pour les personnes, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les automobiles, les navires, les aéronefs et pour le service postal.

En ce qui concerne la circulation des wagons de chemin de fer les Hautes Parties Contractantes reconnaissent applicables dans leurs territoires respectifs les dispositions du Règlement pour l'usage réciproque des wagons de chemin de fer en service international, revisé à Copenhague le 4 Septembre 1947.

Les marchandises de toute nature, venant de l'une des Hautes Parties Contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées, rechargées et réemballées.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque, qui transitent par le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou des entrepôts, ne seront pas soumises, à leur entrée dans le territoire de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été ou transbordées ou ré-emballées dans un entrepôt.

Si une des Hautes Parties Contractantes accorde des avantages plus étendus, que ceux prévus par le présent Traité, à un pays n'ayant pas d'accès direct à la mer, tels avantages pourront être limités au pays indiqué.

Article 20.

En ce qui concerne la protection réciproque des

brevets d'invention, des échantillons et modèles industriels, des marques commerciales et de fabrique, des noms et raisons industriels, de la propriété littéraire et artistique, les Hautes Parties Contractantes appliqueront sur leurs territoires respectifs les dispositions des Conventions multilatérales concernant ces matières, dont elles sont signataires.

Il est convenu, en outre, que les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété littéraire, industrielle, artistique et les marques de commerce et de fabrique, sous condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la léglislation du Pays.

Article 21.

Les navires de l'une des Hautes Parties Contractantes, dans les ports de l'autre, seront traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, et cela tant par rapport aux droits et taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que par rapport au pleacment de ces navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs organisations.

Article 22.

Seront complètement et réciproquement affranchis des droits de tonnage et d'expédition :

a) les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

b) les navires qui, en passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

c) les navires qui, entrés avec chargement dans un port soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce. Les droits et taxes sanitaires seront acquittés dans tous les cas.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Article 23.

Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison, provenant de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, qui d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De la même manière, les navires respectifs pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter leur chargement destiné à l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

Article 24.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants, des ports et endroits de débarquement, signaux et feux à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins, et établissements pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison des navires et autres objets, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçue aucune taxe, s'il n'a pas été fait réellement usage des établissements et institutions visés au paragraphe I de cet article.

Article 25.

Tout navire de l'une des Hautes Parties Contractantes, qui serait forcé par des tempêtes ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national.

Si, cependant, le capitaine d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties Contractantes fît naufrage, échouât ou souffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant en cas de besoin de déposer à terre ses marchandises, ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués, sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire italien ou hellénique dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouement aura eu lieu.

Lesdits Consuls, propriétaires ou agents ne payeront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Article 26.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat, auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties Contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Parties Contractantes, mesurés selon des règles sur la méthode anglaise (système Moorson) ne seront pas assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le payement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, la capacité nette de registre inscrite sur les papiers de

bord étant considérée comme équivalente à la capacité nette de registre des navires nationaux.

Article 27.

Dans les ports de Grèce et réciproquement dans les ports d'Italie, les capitaines des navires de commerce italiens et réciproquement les capitaines des navires de commerce helléniques, dont les équipages ne seraient plus au complet par suite de maladie au autres causes, pourront, en se conformant aux lois et règlements de police locaux, engager les marins nécessaires à la continuation du voyage, étant entendu que l'engagement toujours librement consenti par le marin, sera conclu en conformité de la loi du pavillon du navire.

Les autorités Consulaires de l'une des Hautes Parties Contractantes, ayant leur siège dans le territoire de l'autre, recevront de la part des autorités locales telle aide et assistance qui serait requise en vue de l'arrestation des déserteurs des navires battant pavillon de leur pays, à l'exception des ressortissants de l'autre Partie Contractante.

Article 28.

Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas:

a) à l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encouragements à l'industrie des constructions navales et à l'exercice de la navigation, au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales;

b) aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique;

c) à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime;

d) à l'émigration et au transport des émigrants.

Toutefois un accord spécial pourra être conclu à ce sujet entre les Hautes Parties Contractantes, étant entendu que cet accord ne contiendrait aucune disposition discriminatoire de jure ou de facto au préjudice du drapeau de l'autre Partie Contractante vis-à-vis des tiers pays auxquels un pareil droit serait éventuellement accordé en ce qui concerne la compétence et les modalités de jugement de la capacité des navires pour le transport d'émigrants;

e) au cabotage qui est réservé aux navires nationaux.

Dans le sens du terme cabotage est inclu tout transport de marchandises, qui, même voyageant accompagnées d'un connaissement direct et indépendamment de leur provenance ou de leur destination, sont transbordées, immediatement ou non, dans les ports de l'une des Hautes Parties Contractantes, pour être transportées dans un autre port de la même Partie Contractante. Les mêmes dispositions s'appliquent en matière de transport de passagers même munis de billets directs;

f) à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des deux Etats.

Article 29.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ouvrir, aussitôt que possible, des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux pour assurer, dans la plus large mesure possible, aux travailleurs de chacun des deux Pays sur le territoire de l'autre et à leurs ayants-droit l'égalité de traitement avec les nationaux en tout ce qui touche l'application des lois concernant la protection du travail, l'assistance médicale et hospitalière et les assurances sociales contre les différents risques.

Article 30.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Athènes aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans après laquelle le présent Traité pourra être dénoncé en tout temps, en restant en vigueur pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

FAIT à San Remo, en double expédition, le 5 novembre 1948.

Pour la GRECE
C. TSALDARIS

Pour l'ITALIE
K. SFORZA

CONVENTION

de Conciliation et Règlement judiciaire entre la Grèce et l'Italie

SA MAJESTE LE ROI DES HELLENES et LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE, ayant résolu de conclure une convention pour le règlement amiable des différends qui pourraient s'élever entre les deux Pays ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTE LE ROI DES HELLENES :

Son Excellence Monsieur Constantin TSALDARIS, Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères,

et

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

Son Excellence Monsieur Carlo SFORZA, Ministre des Affaires Etrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

La Grèce et l'Italie s'engagent à soumettre à la procédure de conciliation prévue dans les articles 4 à 15 ci-après, toutes les questions qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires.

En cas d'échec de la procédure de conciliation un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 16 et suivants de la présente convention.

Article 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties en litige seront règlés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an , à partir de la décision susvisée.

Article 4.

Une Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Cette Commission sera composée de trois membres.

Les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux res-

pectifs. Elles désigneront, d'un commun accord, le président qui ne devra ni être ressortissant des Hautes Parties Contractantes ni avoir sa résidence habituelle sur leurs territoires, ni se trouver à leurs services. Si, à défaut d'entente, la nomination du président n'intervient pas dans le délai prévu à l'alinéa précédent, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera désigné de la façon suivante:

Chacune des deux Hautes Parties Contractantes présente deux candidats pris sur la liste des membres de la Cour Permanente d'Arbitrage de la Haye en dehors des membres désignés par les Parties et n'étant les nationaux d'aucune d'Elles. Le sort détermine lequel des candidats ainsi présentés sera le président.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes ne présenterait pas ses candidats, il appartiendrait au Président de la Cour de désigner, sur la demande de l'une d'Elles, le président de la Commission permanente.

Les commissaires sont nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Ils resteront en fonction jusqu'à leur remplacement et, en tous les cas, jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par elle et de lui désigner un successeur. Elle aura aussi le droit de retirer son consentement à la nomination du président.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite d'expiration de mandat, de révocation, de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties. La requête, après avoir exposé l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une Conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée en même temps par celle-ci à l'autre Partie.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la Commission de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

Le Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 7.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président.

Article 8.

La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles et de s'efforcer de concilier les Parties.

Après examen de l'affaire elle formulera, dans un rapport, des propositions en vue du règlement du différend.

Article 9.

Le procédure devant la Commission de conciliation sera contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décisions contraires prises à l'unanimité, des dispositions contenues au titre IIIème de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 10.

Les délibérations de la Commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 11.

Les Parties auront le droit de nommer auprès de la Commission des agents, conseils et experts, qui serviront en même temps d'intermédiaires entre Elles et la Commission, ainsi que de demander l'audition de toute personne dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toute personne qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leurs Gouvernements.

Article 12.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et en particulier à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user de tous les moyens dont Elles disposent d'après leur législation pour lui permettre de procéder à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts.

Article 13.

La Commission de conciliation présentera son rapport dans les quatre mois à compter du jour où elle a été saisie du différend, à moins que les Parties ne conviennent de prolonger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties. Le rapport n'aura, ni quant à l'exposé des faits, ni quant aux considérants juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 14.

La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer au sujet des propositions de règlement contenues dans son rapport. Ce délai ne dépassera pas trois mois.

Article 15.

Pendant la durée effective de la procédure, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté de commun accord entre les Parties qui en supporteront chacune une partie égale.

Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 16.

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'Elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour Internationale de Justice.

Dans le cas où, de l'avis de la Cour de Justice, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché ex aequo et bono.

Article 17.

Les Parties Contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour Internationale de Justice, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre Elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties Contractantes.

Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Article 18.

Si la Cour Internationale de Justice établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties Contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer pas voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 19.

L'arrêt rendu par la Cour Internationale de Justice sera exécuté de bonne foi par les Parties ;

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de Justice, que chacune des Parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

Article 20.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties Contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Art icle 21.

Si une procédure de conciliat ion ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration de la présente convention, elle suivra son cours conformément aux dispositions de la présente convention ou de toute autre convention que les Parties Contractantes seraient convenues de lui substituer.

Article 22.

Les contestations qui pourraient surgir, soit dans l'interprétation, soit dans l'exécution de la présente convention, seront soumises directement, par voie de simple requête, à la Cour Internationale de Justice.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications qui aura lieu à Athènes, Elle aura une durée de cinq ans à partir de la date de l'échange des instruments de ratification. Si elle n'est pas denoncée six mois avant l'expiration de ce délai elle restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à San Remo, en double expédition, le 5 novembre 1948.

Pour la Grèce	Pour l'Italie
C. TSALDARIS	C. SFORZA

ΣΥΝΘΗΚΗ
ΦΙΛΙΑΣ, ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΚΑΙ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ ΜΕΤΑΞΥ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΙΤΑΛΙΑΣ

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων καὶ ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, διαπνεόμενοι ὑπὸ τῆς αὐτῆς ἐπιθυμίας νὰ ἀνασυνδέσωσι τὴν παράδοσιν καὶ νὰ συσφίγξωσι τοὺς μεταξὺ τῶν δύο αὐτῶν Χωρῶν φιλικοὺς δεσμούς, ὡς καὶ νὰ ἀναπτύξωσι τὰς οἰκονομικάς, ἐμπορικὰς καὶ ναυτικὰς αὐτῶν σχέσεις, ἀπεφάσισαν νὰ συνάψωσι συνθήκην φιλίας, ἐμπορίου καὶ ναυτιλίας ἐπὶ τῆς βάσεως τῶν ἀρχῶν ἴσης μεταχειρίσεως πρὸς τοὺς ὑπηκόους καὶ τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους καὶ διώρισαν, ἐπὶ τούτῳ, ὡς Πληρεξουσίους αὐτῶν :

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Κωνσταντῖνον Τσαλδάριν, Ἀντιπρόεδρον τῆς Κυβερνήσεως καὶ Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν, καὶ

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Κάρλο Σφόρτζα, Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν, οἵτινες, ἀνταλλάξαντες τὰ πληρεξούσια αὐτῶν, εὑρεθέντα ἐν καλῇ καὶ δεούσῃ τάξει, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ἄρθρων :

Ἄρθρον 1.

Διηνεκὴς εἰρήνη καὶ φιλία θὰ ὑφίσταται μεταξὺ τῆς Ἰταλίας καὶ τῆς Ἑλλάδος.

Ἄρθρον 2.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως ἅπασαι αἱ οἱασδήποτε φύσεως διαφοραί, αἵτινες ἤθελον ἀναφυῇ μεταξὺ Αὐτῶν καὶ αἵτινες δὲν θὰ ἦτο δυνατὸν νὰ λυθῶσι διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, ὑποβάλωνται εἰς διαδικασίαν εἰρηνικοῦ διακανονισμοῦ, κατὰ τοὺς δι' εἰδικῆς συμβάσεως καθορισθησομένους ὅρους.

Ἄρθρον 3.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν Νόμων περὶ Ἀστυνομίας, Δημοσίας Τάξεως καὶ Ἀσφαλείας καὶ Ἐθνικῆς Ἀμύνης, τῶν ἐφαρμοζομένων ἐφ' ὅλων τῶν ἀλλοδαπῶν, οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ εἰσέρχωνται ἐλευθέρως εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Μέρους, νὰ ἐξέρχωνται τούτου, νὰ ταξειδεύωσι, νὰ ἐγκαθίστανται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους καὶ νὰ διαμένωσιν ἐπ' αὐτοῦ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους μετὰ τῶν ὑπηκόων τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους.

Θὰ χαίρωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου, τόσον ὡς πρὸς τὰ ἄτομα ὅσον καὶ ὡς πρὸς τὰς περιουσίας αὐτῶν, τῆς αὐτῆς μετὰ τῶν ἡμεδαπῶν προστασίας.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἕν τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀπεφάσιζε νὰ ἀπαγορεύσῃ τὴν εἴσοδον εἰς ὡρισμένην περιοχὴν τῆς Χώρας, ἐννοεῖται, ὅτι ἡ ἀπαγόρευσις αὕτη δὲν θὰ ἐφηρμόζετο ἐπὶ τῶν ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου Μέρους, εἰ μὴ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐν λόγῳ μέτρον θὰ ἴσχυε διὰ πάντας τοὺς ἀλλοδαποὺς ὑπηκόους.

Ἄρθρον 4.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χαίρωσιν αὐτοδικαίως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους τῆς αὐτῆς μετὰ τῶν ὑπηκόων τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους μεταχειρίσεως, καθ' ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ πολιτικὰ δικαιώματα, τὴν ἐξάσκησιν ἐμπορίου, βιομηχανίας, ἐπαγγελμάτων καὶ ἐπιτηδευμάτων, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος.

Ἄρθρον 5.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χαίρωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους τῶν αὐτῶν ὡς καὶ οἱ ὑπήκοοι αὐτοῦ δικαιωμάτων κατοχῆς ἢ ἐκμισθώσεως παντὸς εἴδους κινητῆς ἢ ἀκινήτου περιουσίας, κτήσεως ἢ διαθέσεως διὰ πωλήσεως, ἀνταλλαγῆς, δωρεᾶς, διαθήκης ἢ δι' ἄλλου τρόπου ὡς καὶ ἐξ ἀδιαθέτου κληρονομίας χωρὶς νὰ καταβάλωσι τέλη ἢ φόρους ἄλλους ἢ ἀνωτέρους ἢ οἱ ὑπήκοοι. Γίνονται ὁπωσδήποτε ἐπιφυλάξεις-εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν κτῆσιν, τὴν κατοχὴν καὶ τὴν χρῆσιν τῆς ἀκινήτου περιουσίας-ὡς πρὸς τὰς ἐξαιρέσεις καὶ τοὺς περιορισμοὺς τοὺς ὁποίους προβλέπει διὰ τοὺς ἀλλοδαποὺς ἡ νομοθεσία τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν διὰ λόγους ἀσφαλείας τοῦ Κράτους καὶ οἱ ὁποῖοι τυγχάνουν ἐφαρμοστέοι ἐπὶ τῶν ὑπηκόων παντὸς ἄλλου Κράτους. Ἐν πάσῃ περιπτώσει οὐδὲν τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ὑποχρεωθῇ νὰ παραχωρήσῃ ἐν προκειμένῳ εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ ἑτέρου δικαιώματα πλέον ἐκτεταμένα ἐκείνων ἅτινα ἐν τῇ πραγματικότητι θὰ παρεχωροῦντο εἰς τοὺς ὑπηκόους του ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ τελευταίου τούτου μέρους.

Ἄρθρον 6.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως μὴ λάβῃ ἐν σχέσει πρὸς τὰς περιουσίας, τὰ δικαιώματα καὶ τὰ συμφέροντα τὰ νομίμως κεκτημένα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του παρ' ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου Μέρους οὐδὲν μέτρον διαθέσεως, καθορισμοῦ ὁρίου, περιορισμοῦ ἢ ἀπαλλοτριώσεως διὰ λόγους δημοσίας ὠφελείας ἢ γενικοῦ συμφέροντος, ὅπερ δὲν θὰ ἐφηρμόζετο ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους ἐπὶ τῶν ὑπηκόων αὐτοῦ ἢ ἐπὶ τῶν ὑπηκόων τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους. Τὸ αὐτὸ θὰ ἰσχύσῃ καὶ προκειμένου περὶ τῶν ἀποζημιώσεων ἃς θὰ συνεπάγωνται τὰ μέτρα ταῦτα.

Ἄρθρον 7.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χαίρωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου τῆς αὐτῆς μετὰ τῶν ὑπηκόων αὐτοῦ μεταχειρίσεως καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὴν νόμιμον καὶ δικαστικὴν προστασίαν τῶν ἀτόμων καὶ περιουσιῶν αὐτῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον οἱ ὑπήκοοι, τὰ νομικὰ πρόσωπα καὶ αἱ ἀστικαὶ καὶ ἐμπορικαὶ ἑταιρεῖαι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ τυγχάνωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου ἐλευθέρας καὶ εὐχεροῦς παραστάσεως ἐνώπιον τῶν παντὸς βαθμοῦ Δικαστηρίων, τόσον πρὸς διεκδίκησιν ὅσον καὶ πρὸς προστασίαν τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων αὐτῶν. Θὰ χαίρωσιν ἐν προκειμένῳ τῶν αὐτῶν μετὰ τῶν ἡμεδαπῶν δικαιωμάτων καὶ πλεονεκτημάτων. Δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται, συμφώνως τῷ Κεφαλαίῳ ΙΙΙ τῆς Συμβάσεως τῆς Χάγης τῆς 17ης Ἰουλίου 1905 περὶ τῆς Πολιτικῆς Δικονομίας, νὰ καταβάλουν τὴν ἐγγυοδοσίαν ἀλλοδαποῦ, ὑπόκεινται ἐν τούτοις εἰς τοὺς κανονισμοὺς τοὺς περιεχομένους ἐν τῇ εἰρημένῃ συμβάσει, τοὺς σχετικοὺς πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καταδικῶν εἰς τὴν καταβολὴν τῶν δικαστικῶν ἐξόδων. Θὰ χαίρωσι πρὸς τούτοις δωρεὰν δικαστικῆς ἀρωγῆς συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ Κεφαλαίου ΙΥ τῆς αὐτῆς συμβάσεως.

Ἄρθρον 8.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀπαλλάσσωνται, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου, πάσης ὑποχρεωτικῆς στρατιωτικῆς ὑπηρεσίας, εἴτε ἐν τῷ στρατῷ ξηρᾶς καὶ ἀέρος ἢ ἐν τῷ ναυτικῷ εἴτε ἐν τῇ πολιτοφυλακῇ ἢ ἐν τῇ ἐθνοφρουρᾷ. Θὰ ἀπαλλάσσωνται ἐπίσης παντὸς ὑποχρεωτικοῦ δημοσίου, δικαστικοῦ, διοικητικοῦ ἢ δημοτικοῦ λειτουργήματος, πάσης συνεισφορᾶς, εἴτε εἰς χρῆμα εἴτε εἰς εἶδος, ὁρισθείσης ὡς ἀντάλλαγμα μιᾶς τῶν ἀνωτέρω προσωπικῶν ὑπηρεσιῶν, ὡς καὶ πάσης στρατιωτικῆς ἐπιτάξεως ἢ χορηγήσεως. Ἐξαιροῦνται ἐν τούτοις αἱ ὑπηρεσίαι αἱ σχετιζόμεναι πρὸς τὴν κατοχὴν ἢ τὴν ἐκμίσθωσιν ἀκινήτων, ὡς ἐπίσης καὶ αἱ στρατιωτικαὶ χορηγήσεις καὶ ἐπιτάξεις εἰς τὰς ὁποίας θέλουν ἐνδεχομένως κληθῇ νὰ ὑπαχθῶσιν οἱ ἡμεδαποὶ ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ ἰδιοκτήτου ἢ τοῦ ἐνοικιαστοῦ ἀκινήτων.

Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ τὰ συμφέροντα τῶν ὑπηκόων ἑκάστου τῶν Μερῶν θὰ χαίρωσιν, ὡς πρὸς τὰ ἀνταλλάγματα καὶ ἀποζημιώσεις καὶ τὸν καθορισμὸν τοῦ τιμήματος τῆς ἐπιτάξεως, τῆς αὐτῆς προστασίας τῆς χορηγουμένης εἰς παρομοίαν περίπτωσιν εἰς τοὺς ἡμεδαπούς.

Ἐννοεῖται πρὸς τούτοις ὅτι, καθ' ὅ,τι ἀφορᾷ τὰ ἀνωτέρω θέματα, οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Μερῶν οὐδέποτε θὰ τυγχάνωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου μεταχειρίσεως ὀλιγώτερον εὐμενοῦς ἢ οἱ ὑπήκοοι παντὸς ἄλλου Κράτους.

Ἄρθρον 9.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δὲν θὰ ὑπόκεινται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου εἰς

τὴν καταβολὴν δικαιωμάτων, τελῶν, φόρων ἢ συνεισφορῶν, ὑπὸ οἱανδήποτε ἐπωνυμίαν καὶ ἀδιακρίτως τοῦ διὰ λογαριασμὸν ποίου εἰσπράττονται, ἄλλων ἢ ἀνωτέρων ἐκείνων οἵτινες εἰσπράττονται παρὰ τῶν ἡμεδαπῶν εἰς τὰς αὐτὰς περιπτώσεις, θὰ ἐπωφελοῦνται εἰδικῶς, ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς μετὰ τῶν ἡμεδαπῶν ὅρους τῶν ἐκπτώσεων ἢ ἀπαλλαγῶν ἐκ φόρων ἢ τελῶν ὡς καὶ τῶν μειώσεων τῆς φορολογικῆς βάσεως, συμπεριλαμβανομένων τῶν περικοπῶν λόγῳ οἰκογενειακῶν βαρῶν.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἀντιβαίνουσιν εἰς τὴν ἐνδεχομένην εἴσπραξιν, εἴτε τῶν καλουμένων τελῶν διαμονῆς εἴτε τῶν τελῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ἐκπλήρωσιν ἀστυνομικῶν διατυπώσεων, ἐφ' ὅσον τὰ τέλη ταῦτα εἰσπράττονται παρὰ τῶν ἄλλων ἀλλοδαπῶν. Τὸ ποσοστὸν τῶν τελῶν τούτων δὲν δύναται νὰ εἶναι ἀνώτερον ἐκείνου τῶν τελῶν τῶν εἰσπραττομένων παρὰ τῶν ὑπηκόων παντὸς ἄλλου Κράτους.

Ἄρθρον 10.

Αἱ ἀστικαὶ καὶ ἐμπορικαὶ ἑταιρεῖαι (βιομηχανικαί, οἰκονομικαί, τραπεζιτικαί, ἀσφαλιστικαί, μεταφορῶν κλπ.) ὡς καὶ τὰ δημόσια ἀσφαλιστικὰ καὶ ἄλλα ἱδρύματα, ἐφ' ὅσον ἀναπτύσουν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους δραστηριότητα χαρακτῆρος ἀποκλειστικῶς ἐμπορικοῦ, συνεστήθησαν κανονικῶς καὶ ἔχουν τὴν ἕδραν των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ ἀναγνωρίζωνται αὐτοδικαίως ὡς κανονικῶς ὑφιστάμεναι παρὰ τοῦ ἑτέρου Μέρους.

Ἡ νομιμότης τῆς συστάσεως τῶν ἑταιρειῶν καὶ ἱδρυμάτων τούτων καὶ ἡ ἱκανότης τῆς ἐπὶ τῶν δικαστηρίων παραστάσεως ὡς καὶ ἡ τοιαύτη ἱκανότης τῶν ὑποκαταστημάτων καὶ πρακτορείων αὐτῶν, θέλουσι καθορισθῆ διὰ τοῦ καταστατικοῦ των καὶ ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας ὅπου αἱ ἑταιρεῖαι καὶ τὰ ἱδρύματα ταῦτα ἔχουσι συσταθῆ.

Θὰ δύνανται νὰ ἐγκατασταθῶσι, ἱδρύσωσι κλάδους, ὑποκαταστήματα καὶ πρακτορεῖα καὶ νὰ ἀσκήσωσι πᾶσαν βιομηχανικὴν καὶ ἐμπορικὴν δραστηριότητα, συμφώνους πρὸς τοὺς τύπους, περιορισμοὺς καὶ ὅρους τοὺς καθιερωμένους ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύϊ νόμων καὶ τοὺς ἐφαρμοζομένους ἐπὶ τῶν ἑταιρειῶν καὶ ἱδρυμάτων πάσης ἄλλης χώρας.

Αἱ εἰρημέναι ἑταιρεῖαι καὶ ἱδρύματα, ἐν τῇ διεξαγωγῇ ἐμπορικῶν καὶ βιομηχανικῶν ὑποθέσεων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους, δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται εἰς τὴν καταβολὴν φόρων, δικαιωμάτων ἢ τελῶν ἄλλων ἢ ἀνωτέρων ἐκείνων οἱ ὁποῖοι εἰσπράττονται παρὰ τῶν ἡμεδαπῶν.

Ἄρθρον 11.

Καλούμενοι ἐν ταυτῷ νὰ ἐπωφεληθῶσι τῶν μειζόνων πλεονεκτημάτων τὰ ὁποῖα δυνατὸν νὰ ἀπορρέουν ἐκ τῆς μεταχειρίσεως τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους, οἱ ἔμποροι, οἱ ἐργοστασιάρχαι καὶ οἱ λοιποὶ παραγωγοὶ μιᾶς τῶν δύο χωρῶν, ὡς καὶ οἱ περιοδεύοντες ἀντιπρόσωποί των θὰ δικαιοῦνται ἐπὶ τῇ προσαγωγῇ δελτίου νομιμοποιήσεως καὶ τηροῦντες τὰς καθωρισμένας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἑτέρας Χώρας διατυπώσεις, νὰ προβαίνωσιν ἐν τῇ Χώρᾳ ταύτῃ εἰς ἀγορὰς σχετικὰς πρὸς τὸ ἐμπόριον, βιομηχανίαν ἢ ἄλλην ἐπιχείρησιν αὐτῶν καὶ νὰ ἐπιζητοῦν παραγγελίας μετὰ ἢ ἄνευ δειγμάτων ἐκ μέρους παραγωγῶν καὶ ἐμπόρων, χωρὶς νὰ ὑπόκεινται ἐκ τοῦ λόγου τούτου εἰς οὐδὲν δικαίωμα ἢ τέλος, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ παραμονή των ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ δὲν θὰ παρατείνηται πέραν τῶν ἓξ μηνῶν κατ' ἔτος. Θὰ δύνανται νὰ φέρωσι μεθ' ἑαυτῶν δείγματα ἢ σχέδια οὐχὶ ὅμως καὶ ἐμπορεύματα, πλὴν τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς τοῦτο ἐπιτρέπεται εἰς τοὺς περιοδεύοντας ἐμπόρους πάσης ἄλλης χώρας.

Τὸ ὡς ἄνω ἀναφερόμενον δελτίον νομιμοποιήσεως δέον νὰ καταρτισθῇ συμφώνως πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τὸ καθοριζόμενον ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Συμβάσεως περὶ ἁπλοποιήσεως τῶν τελωνειακῶν διατυπώσεων, τῆς ὑπογραφείσης ἐν Γενεύῃ τῇ 3ῃ Νοεμβρίου 1923.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀνακοινώσωσιν εἰς ἄλληλα τὰς ἁρμοδίας πρὸς ἔκδοσιν δελτίων νομιμοποιήσεως Ἀρχάς.

Τὸ ἔγγραφον τοῦτο θὰ ἰσχύῃ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους διὰ τὸ ὁποῖον ἐξεδόθη.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν πλανοδίων βιοτεχνῶν, πραγματευτῶν καὶ παραγγελιοδόχων μὴ ἀσχολουμένων εἰς βιομηχανίαν ἢ ἐμπόριον, τὰ δὲ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἐπιφυλλάσσουσιν ἑαυτοῖς ἐν προκειμένῳ τὴν πλήρη ἐλευθερίαν νομοθετήσεως.

Τὰ ὑπὸ τύπον δείγματος καὶ πρὸς τοὺς ἀνωτέρω σκοποὺς εἰσαγόμενα εἴδη θὰ γίνωνται δεκτὰ εἰς ἑκάστην τῶν δύο Χωρῶν ὑπὸ προσωρινὴν τελωνειακὴν ἀτέλειαν, συμφώνως πρὸς τοὺς καθωρισμένους τελωνειακοὺς κανονισμοὺς καὶ διατυπώσεις τοὺς ἐξασφαλίζοντας τὴν ἐπανεξαγωγήν των ἢ, ἐν περιπτώσει μὴ ἐπανεξαγωγῆς ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ Νόμου προβλεπομένης προθεσμίας, τὴν καταβολὴν τῶν καθοριζομένων τελωνειακῶν δικαιωμάτων. Ἐν τούτοις τὸ ἐν λόγῳ προνόμιον δὲν θὰ ἐπεκταθῇ ἐπὶ τῶν εἰδῶν, τὰ ὁποῖα λόγῳ τῆς ποσότητος ἢ ἀξίας αὐτῶν, δὲν δύνανται νὰ θεωρηθοῦν ὡς δείγματα, ἢ τῶν ὁποίων, λόγῳ τῆς φύσεως αὐτῶν, δὲν θὰ ἦτο δυνατὴ ἡ ἐξακρίβωσις τῆς ταυτότητος κατὰ τὴν ἐπανεξαγωγήν.

Ἄρθρον 12.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνοῦν, ὅπως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν περιπτώσεων περὶ τῶν ὁποίων ἡ παροῦσα Συνθήκη προβλέπει ἄλλως, εἰς πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ ποσόν, τὴν ἐγγύησιν καὶ τὴν εἴσπραξιν τῶν τελῶν, τὰς τελωνειακὰς διατυπώσεις, τὴν εἰσαγωγὴν καὶ τὴν ἐξαγωγὴν τῶν ἐμπορευμάτων, τὴν διαμετακόμισιν, τὴν ἐπανεξαγωγήν, τὴν ἐναποθήκευσιν, τὴν ναυτιλίαν καὶ τὰς μεταφορᾶς, πᾶν προνόμιον, πλεονέκτημα ἢ ἀτέλεια, τὸ ὁποῖον ἓν ἐξ Αὐτῶν παρεχώρησεν ἢ θὰ παραχωρήσῃ εἰς τὸ μέλλον εἰς πᾶν ἄλλο Κράτος, θὰ ἐπεκταθῇ ἀμέσως καὶ ἄνευ ὅρων ἐπὶ τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Εἰς ἐφαρμογὴν τῆς ἀρχῆς ταύτης τὰ προϊόντα γῆς ἢ τέχνης τὰ παραχθέντα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν καὶ προερχόμενα ἐξ Αὐτοῦ δὲν θὰ ὑποβάλλωνται, κατὰ τὴν εἰσαγωγήν των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Μέρους, εἰς τέλη ἄλλα ἢ ἀνώτερα ἐκείνων εἰς ἃ ὑποβάλλονται τὰ ἀνάλογα προϊόντα τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους.

Ὡσαύτως, κατὰ τὴν ἐξαγωγὴν εἰς Ἰταλίαν δὲν θὰ εἰσπράττωνται ἐν Ἑλλάδι καὶ κατὰ τὴν ἐξαγωγὴν εἰς Ἑλλάδα δὲν θὰ εἰσπράττωνται ἐν Ἰταλίᾳ ἐξαγωγικὰ δικαιώματα ἢ τέλη ἄλλα ἢ ἀνώτερα τῶν εἰσπραττομένων κατὰ τὴν ἐξαγωγὴν εἰς τὴν μᾶλλον εὐνοουμένην χώραν.

Ἄρθρον 13.

Αἱ διατάξεις τοῦ Ἄρθρου 12 δὲν ἐφαρμόζονται:

Α') Ἐπὶ τῶν εἰδικῶν προνομίων ἅτινα ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει ἐνδεχομένως παραχωρήσει ἢ θέλει παραχωρήσει εἰς ὅμορα Κράτη πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ ἐπὶ τῶν συνόρων ἐμπορίου.

Β) Ἐπὶ τῶν ἐπιβληθεισῶν ἐπὶ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δεσμεύσεων ἐξ ἀνειλημμένων ὑποχρεώσεων ἐν τῷ πλαισίῳ τελωνειακῆς ἑνώσεως, περιφερειακῆς οἰκονομικῆς συμφωνίας ἢ ἄλλου ἀνάλογου καθεστῶτος, περιλαμβανομένων τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ προσωρινῶν συμφωνιῶν συναφθεισῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον.

Γ) Ἐπὶ τῶν ἐπιβληθεισῶν ἐπὶ τοῦ ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δεσμεύσεων ἐκ πολυμερῶν οἰκονομικῶν ἢ τελωνειακῶν συμφωνιῶν ὧν θὰ μετεῖχε καὶ εἰς τὰς ὁποίας τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἠδύνατο νὰ προσχωρήσῃ.

Δ) Ἐπὶ τῶν εἰδικῶν προνομίων τὰ ὁποῖα ἡ Ἰταλικὴ Δημοκρατία ἔχει ἤδη παραχωρήσει ἢ θέλει παραχωρήσει εἰς τὸ μέλλον εἰς τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἁγίου Μαρίνου, εἰς τὴν Πόλιν τοῦ Βατικανοῦ ἢ εἰς ἐδάφη χαίροντα εἰδικοῦ νομικοῦ καθεστῶτος, διεθνῶς ἀνεγνωρισμένου.

Ἄρθρον 14.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ παρεμποδίζωσι τὸ ἀμοιβαῖον αὐτῶν ἐμπόριον δι' ἀπαγορεύσεων ἢ περιορισμῶν εἰς τὰς εἰσαγωγάς, τὰς ἐξαγωγὰς ἢ τὴν διαμετακόμισιν.

Ἐξαιρέσεις τοῦ κανόνος τούτου δὲν δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰ μὴ εἰς τὰς κατωτέρω περιπτώσεις, καὶ τοῦτο ἐφ' ὅσον τυγχάνουν ἐφαρμοστέαι ἐφ' ὅλων τῶν Χωρῶν ἢ ἐπὶ τῶν Χωρῶν τῶν εὑρισκομένων ὑπὸ τὰς αὐτὰς συνθήκας.

Α) Εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις, ἐν σχέσει πρὸς τὰς πολεμικὰς προμηθείας.

Β) Διὰ λόγους δημοσίας ἀσφαλείας.

Γ) Ὑπὲρ τῶν Κρατικῶν Μονοπωλίων τῶν ἤδη λειτουργούντων ἢ τῶν εἰς τὸ μέλλον ἐνδεχομένως ἱδρυθησομένων.

Δ) Ἵνα ἐφαρμοσθῶσιν εἰς ἐμπορεύματα ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ ἀπαγορεύσεις ἢ περιορισμοί, θεσπισθέντες ἢ δυνάμενοι νὰ θεσπισθῶσιν ὑπὸ τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας ὡς πρὸς τὴν παραγωγήν, τὴν πώλησιν, τὴν μεταφορὰν ἢ τὴν κατανάλωσιν ἐν τῷ ἐσωτερικῷ τῶν ἀναλόγων ἐγχωρίων ἐμπορευμάτων.

Ε) Καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑγειονομικὴν ἀστυνομίαν καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς προστασίας τῶν ὠφελίμων ζώων καὶ φυτῶν κατὰ τῶν ἀσθενειῶν, τῶν ἐπιβλαβῶν ἐντόμων καὶ παρασίτων καὶ ἰδίᾳ ἐν τῷ συμφέροντι τῆς δημοσίας ὑγείας καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἐν προκειμένῳ υἱοθετηθείσας διεθνεῖς ἀρχάς.

Ἄρθρον 15.

Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 14 οὐδόλως θίγουσι τὰς ποσοτικὰς ἀπαγορεύσεις ἢ περιορισμοὺς ἐπὶ τῶν εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν ἐμπορευμάτων, τὰς ἐφαρμοζομένας ὑπὸ τύπον προσωρινὸν ὑπὸ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συνθήκης διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τοῦ ἰσοζυγίου πληρωμῶν αὐτῶν. Οἱ περιορισμοὶ οὗτοι θὰ ἀναπροσαρμόζωνται ἐνδεχομένως, ὁσάκις παραστῇ πρὸς τοῦτο ἀνάγκη.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐφαρμόσωσιν ἐν τούτοις ἔναντι ἀλλήλων κατὰ τὸν πλέον φιλελεύθερον τρόπον τὰς ἐν ἰσχύϊ ἀπαγορεύσεις ἢ περιορισμούς.

Ἐπὶ πλέον, εἰς ἣν περίπτωσιν ἕν τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελεν ἐφαρμόσει νέας ἀπαγορεύσεις ἢ περιορισμοὺς εἴτε κατὰ τὴν εἴσοδον εἴτε κατὰ τὴν ἔξοδον, ἡ παραχώρησις ἐξαιρέσεων ἢ ὁ καθορισμὸς ποσοστώσεων θὰ ἐξετάζωνται τῇ αἰτήσει τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους κατὰ τρόπον θίγοντα τὸ ὀλιγώτερον δυνατὸν τὰς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν ἐμπορικὰς σχέσεις.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, θὰ γίνεται πάντοτε δεκτὴ ἡ εἰσαγωγὴ δειγμάτων ὡς καὶ ἐμπορευμάτων εἰς μικρὰν ποσότητα διὰ τὰς ἀνάγκας τοῦ ἐμπορίου.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν ἐπίσης τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ ἀντιτίθενται εἰς τὴν εἰσαγωγὴν μικρῶν ποσοτήτων προϊόντος ἀναγκαίου διὰ τὴν ἐπίτευξιν ἢ τὴν προστασίαν διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας, βιομηχανικῶν σημάτων, συγγραφικῶν δικαιωμάτων ἢ ἄλλων ἀναλόγων δικαιωμάτων.

Ἄρθρον 16.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύναται, ἵνα βεβαιωθῇ περὶ τῆς προελεύσεως τῶν εἰσαγομένων προϊόντων νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν προσαγωγὴν πιστοποιητικῶν ἐμφαινόντων ὅτι τὸ εἰσαγόμενον εἶδος τυγχάνει ἐθνικῆς παραγωγῆς ἢ κατασκευῆς, ἢ ὅτι δέον νὰ θεωρηθῇ ὡς τοιοῦτον, δεδομένης τῆς μετατροπῆς ἣν ὑπέστη ἐν τῇ Χώρᾳ τῆς προελεύσεώς του.

Τὰ πιστοποιητικὰ προελεύσεως θὰ ἐκδίδωνται παρὰ τῶν ἐμπορικῶν καὶ βιομηχανικῶν ἐπιμελητηρίων ἐξ ὧν ἐξαρτᾶται ὁ ἀποστολεὺς εἴτε παρ' οἱουδήποτε ἄλλου ὀργάνου ἢ ὁμάδος τῆς ἐγκρίσεως τῆς παραληπτρίας Χώρας, εἴτε παρὰ τοῦ Τελωνειακοῦ Γραφείου ἀποστολῆς τοῦ ἐσωτερικοῦ ἢ τῆς μεθορίου.

Εἰς ἣν περίπτωσιν τὰ εἰρημένα πιστοποιητικὰ δὲν ἐκδίδονται παρὰ δημοσίας ἀρχῆς πρὸς τοῦτο ἐντεταλμένης, ἡ Κυβέρνησις τῆς εἰσαγούσης Χώρας δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ὅπως ταῦτα θεωρῶνται παρὰ τῆς διπλωματικῆς ἀρχῆς τῆς Χώρας ἢ ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας προξενικῆς ἀρχῆς ἐν τῷ τόπῳ ἐξ οὗ προέρχονται τὰ ἐμπορεύματα. Αἱ δύο Κυβερνήσεις εἶναι σύμφωνοι διὰ τὸν καθορισμόν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος, τῶν εἰσπρακτέων δικαιωμάτων εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν θ' ἀπητεῖτο ἡ θεώρησις.

Τὰ ταχυδρομικὰ δέματα θ' ἀπαλλάσσωνται πιστοποιητικοῦ προελεύσεως.

Ἄρθρον 17.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ἕκαστον εἰς ὅ,τι τὸ ἀφορᾷ νὰ δέχωνται τὰ πιστοποιητικὰ ἀναλύσεως τὰ ἐκδιδόμενα παρὰ τῶν ἐπισήμων ἐργαστηρίων τῆς ἑτέρας Χώρας, ὡς ἀπόδειξιν ὅτι τὰ προϊόντα γῆς ἢ τέχνης τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς Χώρας ἥτις ἐξέδωκε τὸ πιστοποιητικὸν ἀναλύσεως καὶ εἰσαγόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ἑτέρας, ἀνταποκρίνονται εἰς τὰς διατάξεις τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας τῆς τελευταίας ταύτης Χώρας.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ προβαίνῃ ἐνδεχομένως καὶ ἰδίως ἐν περιπτώσει ὑπονοίας ἀπάτης, εἰς πᾶσαν χρήσιμον ἐξακρίβωσιν, παρὰ τὴν προσαγωγὴν πιστοποιητικοῦ ἀναλύσεως.

Ἡ ὑφ' ἑκάσης Κυβερνήσεως ἀκολουθουμένη διαδικασία διὰ τὴν ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους ἐξασφάλισιν τῆς δειγματοληψίας, ὡς καὶ τὰ ὑποδείγματα τῶν πιστοποιητικῶν θὰ ἀνακοινῶνται εἰς τὴν ἑτέραν Χώραν ἵνα τύχουν τῆς ἐγκρίσεως ταύτης.

Ὁ κατάλογος τῶν ἐπισήμων ἐργαστηρίων, τῶν ἐπιφορτισμένων ἐν ἑκάστῃ Χώρᾳ μὲ τὴν ἔκδοσιν πιστοποιητικῶν ἀναλύσεως, θὰ κοινοποιηθῇ ὑφ' ἑκάστης τῶν δύο Κυβερνήσεων εἰς τὴν ἑτέραν, ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συνθήκης.

Ἄρθρον 18.

Οὐδὲν ἐσωτερικὸν τέλος, εἰσπραττόμενον διὰ λογαριασμὸν τοῦ Κράτους, τῶν τοπικῶν ἀρχῶν ἢ τῶν σωματείων καὶ ἐπιβαρῦνον νῦν ἢ ἐν τῷ μέλλοντι τὴν παραγωγήν, τὴν κατασκευὴν ἢ τὴν κατανάλωσιν οἱουδήποτε προϊόντος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, δὲν θὰ εἶναι δι' οἱανδήποτε αἰτίαν, ἀνώτερον ἢ βαρύτερον διὰ τὰ προϊόντα τὰ παραγόμενα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου καὶ προερχόμενα ἐξ αὐτοῦ, ἢ διὰ τὰ ἀνάλογα ἐγχώρια προϊόντα.

Ἄρθρον 19.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη παραχωροῦσιν ἑαυτοῖς ἐπ' ἀμοιβαιότητι, ἐλευθερίαν διαμετακομίσεως διὰ τῶν ἐδαφῶν των σιδηροδρομικῶς, ὡς καὶ διὰ τῶν πλευσίμων ποταμίων ὁδῶν, τῶν διωρύγων καὶ ἀεροπορικῶς, καὶ τοῦτο τόσον διὰ τὰ ἄτομα ὅσον καὶ διὰ τὰ ἐμπορεύματα, τὰ σιδηροδρομικὰ ὀχήματα, τὰ αὐτοκίνητα, τὰ πλοῖα, τὰ ἀερόπλοια καὶ τὴν ταχυδρομικὴν ὑπηρεσίαν.

Ὡς πρὸς τὴν κυκλοφορίαν τῶν σιδηροδρομικῶν ὀχημάτων, τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναγνωρίζουν τὴν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν των ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ Κανονισμοῦ ἀμοιβαίας χρήσεως τῶν σιδηροδρομικῶν ὀχημάτων εἰς διεθνῆ ὑπηρεσίαν, τοῦ ἀναθεωρηθέντος ἐν Κοπεγχάγῃ τῇ 4ῃ Σεπτεμβρίου 1947.

Τὰ πάσης φύσεως ἐμπορεύματα τὰ προερχόμενα ἐκ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἢ τὰ προοριζόμενα δι' αὐτό, θὰ ἀπαλλάσσωνται ἀμοιβαίως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου παντὸς τέλους διαμετακομίσεως, εἴτε διαμετακομίζονται ἀπ' εὐθείας, εἴτε ὑπόκεινται, κατὰ τὴν διαμετακόμισιν, εἰς ἐκφόρτωσιν, ἐναποθήκευσιν, μεταφόρτωσιν καὶ ἀνασυσκευασίαν.

Ἐννοεῖται ὅτι τὰ οἱασδήποτε προελεύσεως ἐμπορεύματα τὰ διερχόμενα ὑπὸ διαμετακόμισιν ἐκ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἢ τὰ ἐναποθηκευμένα ἐντὸς ἐλευθέρων λιμένων ἢ ὑποστέγων αὐτοῦ, δὲν θὰ ὑπόκεινται κατὰ τὴν εἴσοδον των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου εἰς τελωνειακὰ δικαιώματα ἢ τέλη ἄλλα ἢ ἀνώτερα ἐκείνων τὰ ὁποῖα θὰ εἰσεπράττοντο ἐὰν τὰ ἐμπορεύματα εἰσήγοντο ἀπ' εὐθείας ἐκ τῆς Χώρας προελεύσεως. Ἡ διάταξις αὕτη θὰ ἐφαρμόζηται τόσον ἐπὶ τῶν ὑπὸ ἀπ' εὐθείας διαμετακόμισιν ἐμπορευμάτων, ὅσον καὶ ἐπὶ ἐκείνων τὰ ὁποῖα διαμετακομίζονται ἀφοῦ μετεφορτώθησαν ἢ ἀνασυνεσκευάσθησαν ἐντὸς ἀποθήκης.

Ἐὰν ἓν τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν παραχωρήσῃ πλεονεκτήματα πλέον ἐκτεταμένα τῶν διὰ τῆς παρούσης Συνθήκης προβλεπομένων, εἰς Χώραν στερουμένην

ἀμέσου ἐξόδου εἰς τὴν θάλασσαν, τὰ πλεονεκτήματα ταῦτα δύνανται νὰ περιορισθῶσιν εἰς τὴν εἰρημένην Χώραν.

Ἄρθρον 20.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀμοιβαίαν προστασίαν τῶν διπλωμάτων εὑρεσιτεχνίας, τῶν βιομηχανικῶν δειγμάτων καὶ προτύπων, τῶν ἐμπορικῶν καὶ βιομηχανικῶν σημάτων, τῶν βιομηχανικῶν ὀνομάτων καὶ ἐπωνυμιῶν, τῆς πνευματικῆς καὶ καλλιτεχνικῆς ἰδιοκτησίας, τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐφαρμόσωσιν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν των τὰς διατάξεις τῶν σχετικῶν πολυμερῶν συμβάσεων, τὰς ὁποίας ἔχουσιν ὑπογράψει.

Συμφωνεῖται ἐπὶ τούτοις ὅτι οἱ ὑπήκοοι ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ χαίρωσιν, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου, τῆς αὐτῆς ὡς καὶ οἱ ἡμέδαποὶ προστασίας, εἰς πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν πνευματικήν, βιομηχανικὴν καλλιτεχνικὴν ἰδιοκτησίαν, καὶ τὰ ἐμπορικὰ καὶ βιομηχανικὰ σήματα ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐκπληρώσεως τῶν ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς Χώρας ἐπιβαλλομένων ἐν προκειμένῳ διατυπώσεων.

Ἄρθρον 21.

Τὰ πλοῖα ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, τὰ ὁρμοῦντα εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἑτέρου, θὰ τυγχάνωσι, εἴτε κατὰ τὸν εἴσπλουν, εἴτε κατὰ τὴν παραμονήν, εἴτε κατὰ τὸν ἔκπλουν, ἴσης μετὰ τῶν ἐθνικῶν πλοίων ἢ μετὰ τῶν πλοίων τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους μεταχειρίσεως, καὶ τοῦτο τόσον ἐν σχέσει πρὸς τὰ οἱασδήποτε φύσεως ἢ ἐπωνυμίας δικαιώματα καὶ τέλη, τὰ εἰσπραττόμενα εἰς ὄφελος τοῦ Κράτους, τῶν κοινοτήτων, σωματείων, δημοσίων ὑπαλλήλων ἢ οἱωνδήποτε ἱδρυμάτων, ὅσον καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὴν τοποθέτησιν τῶν πλοίων τούτων, τὴν ἐντὸς τῶν λιμένων, κόλπων, ὁρμων, δεξαμενῶν, καὶ ἀποβαθρῶν φόρτωσιν καὶ ἐκφόρτωσιν αὐτῶν, καὶ γενικῶς δι' ὅλας τὰς οἱασδήποτε διατυπώσεις καὶ διατάξεις, ὑφ' ἃς δύνανται νὰ ὑπαχθοῦν τὰ πλοῖα, τὰ πληρώματα αὐτῶν καὶ αἱ ὀργανώσεις αὐτῶν.

Ἄρθρον 22.

Ἀπαλλάσσονται τελείως καὶ ἀμοιβαίως τῶν τελῶν χωρητικότητος καὶ μεσιτείας :

Α) Τὰ ὁθενδήποτε εἰσπλέοντα ἄνευ φορτίου πλοῖα, ἅτινα ἤθελον ἀποπλεύσει κενά.

Β) Τὰ πλοῖα ἅτινα, προσεγγίζοντα εἰς ἕνα ἢ πλείονας λιμένας τοῦ αὐτοῦ Κράτους εἴτε διὰ ν' ἀποθέσωσιν ὅλον ἢ μέρος τοῦ φορτίου εἴτε διὰ κατάρτισιν τοῦ φορτίου, ἀποδείξωσιν ὅτι ἐπλήρωσαν ἤδη τὰ δικαιώματα ταῦτα.

Γ) Τὰ πλοῖα ἅτινα εἰσπλεύσαντα ἐντὸς λιμένος μετὰ φορτίου εἴτε ἑκουσίως εἴτε ἀναγκαστικῶς ἀποπλέουσιν ἄνευ ἐκτελέσεως ἐμπορικῆς πράξεως. Τὰ ὑγειονομικὰ δικαιώματα καὶ τέλη δέον νὰ καταβληθῶσιν ἐν πάσῃ περιπτώσει.

Ἐν περιπτώσει ἀναγκαστικῆς ἀγκυροβολίας δὲν θὰ θεωρηθῶσιν ὡς ἐμπορικαὶ πράξεις ἡ ἐκφόρτωσις καὶ ἀναφόρτωσις τῶν ἐμπορευμάτων διὰ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ πλοίου, ἡ μεταβίβασις ἐπὶ ἄλλου πλοίου ἐν περιπτώσει ἀπλευσιμότητος τοῦ πρώτου, τὰ ἀναγκαῖα ἔξοδα πρὸς ἐφοδιασμὸν τοῦ πληρώματος καὶ ἡ πώλησις τῶν βεβλαμμένων ἐμπορευμάτων ὅταν ἡ διεύθυνσις τοῦ Τελωνείου ἤθελεν ἐπιτρέψει τοῦτο.

Ἄρθρον 23.

Τὰ πλοῖα ἑκατέρων τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, εἰσπλέοντα εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἄλλου Μέρους πρὸς ἐκφόρτωσιν μέρους τοῦ φορτίου προερχομένου ἐκ τοῦ ἐξωτερικοῦ, θὰ δύνανται, συμμορφούμενα πρὸς τοὺς Νόμους καὶ διατάξεις τοῦ Κράτους, νὰ διατηρήσωσιν ἐπὶ τοῦ πλοίου μέρος τοῦ φορτίου, τὸ ὁποῖον προορίζεται δι' ἄλλον λιμένα εἴτε τοῦ αὐτοῦ Κράτους εἴτε ἄλλου, καὶ νὰ ἐπανεξαγάγωσιν αὐτό, χωρὶς νὰ ὑπόκεινται εἰς πληρωμήν, διὰ τὸ τελευταῖον τοῦτο μέρος τοῦ φορτίου, οἱωνδήποτε τελωνειακῶν τελῶν πλὴν τῶν ἐπιβλέψεως, ἅτινα, ἄλλωστε, δὲν δύνανται νὰ εἰσπράττωνται εἰ μὴ κατὰ τὸ διὰ τὰ ἐθνικὰ πλοῖα ὁριζόμενον ποσοστόν.

Κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον τὰ πλοῖα ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ διέλθωσιν ἐκ λιμένος ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν εἰς ἕνα ἢ πλείονας λιμένας τοῦ αὐτοῦ Κράτους πρὸς σύνθεσιν ἢ συμπλήρωσιν τοῦ διὰ τὸ ἐξωτερικὸν φορτίου αὐτῶν ἄνευ πληρωμῆς ἄλλων δικαιωμάτων ἢ τῶν ἐπιβαλλομένων ἢ ἐπιβληθησομένων ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει εἰς τὰ ἐθνικὰ πλοῖα.

Ἄρθρον 24.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ εἶναι ἐλεύθεροι νὰ χρησιμοποιῶσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἄλλου ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς μὲ τοὺς ἰθαγενεῖς ὅρους καὶ ἐπὶ πληρωμῇ τῶν αὐτῶν τελῶν, τὰς λεωφόρους καὶ ἄλλας ὁδούς, διώρυγας, ὑδροφραγμούς, ἀκάτους, περιστρεφομένας καὶ μὴ γεφύρας τῶν λιμένων καὶ ἄλλων σημείων ἀποβιβάσεως, τὰ ὁρίζοντα τὰ πλωτὰ ὕδατα σήματα καὶ φῶτα, τὴν πλοηγίαν, τοὺς γερανοὺς καὶ τὰ δημόσια σταθμά, τὰς ἀποθήκας καὶ καταστήματα πρὸς διάσωσιν καὶ ἐναποθήκευσιν φορτίου, τὰ πλοῖα καὶ ἄλλα ἀντικείμενα, ἐφ' ὅσον τὰ καταστήματα ἢ ἱδρύματα ταῦτα προορίζονται διὰ τὴν χρῆσιν τοῦ κοινοῦ, εἴτε ἐὰν διοικῶνται ὑπὸ τοῦ Κράτους εἴτε ὑπὸ ἰδιωτῶν.

Ἐξαιρέσει τῶν εἰδικῶν κανονισμῶν περὶ φάρων καὶ φανῶν καὶ περὶ πλοηγίας οὐδὲν τέλος θὰ εἰσπράττεται ἐὰν δὲν ἐγένετο πραγματικὴ χρῆσις τῶν καταστημάτων καὶ ἱδρυμάτων περὶ τῶν ὁποίων τὸ ἐδάφιον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 25.

Πᾶν πλοῖον ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ὅπερ θὰ ἠναγκάζετο ἕνεκα τρικυμίας ἢ ἐκ συμβάντος οἱουδήποτε νὰ καταφύγῃ εἰς λιμένα τοῦ ἑτέρου, ἔσται ἐλεύθερον νὰ ἐπισκευασθῇ, νὰ προμηθευθῇ πάντα τὰ χρειώδη καὶ ν' ἀποπλεύσῃ ἄνευ ἀποτίσεως δικαιωμάτων ἄλλων ἢ τῶν καταβαλλομένων ἐν παρομοίᾳ περιπτώσει ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν πλοίων.

Ἀλλ' ἐὰν ὁ κυβερνήτης ἐμπορικοῦ πλοίου ἀναγκασθῇ νὰ διαθέσῃ μέρος τοῦ φορτίου πρὸς ἀπότισιν τῶν δαπανῶν του, ὑποχρεοῦται ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει νὰ συμμορφωθῇ πρὸς τοὺς κανονισμοὺς καὶ τὴν διατίμησιν τοῦ τόπου ἔνθα προσωρμίσθη.

Ἐὰν πλοῖον τοῦ ἑτέρου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν ναυαγήσῃ, ἐξοκείλῃ ἢ ὑποστῇ ζημίαν τινὰ ἐπὶ τῶν ἀκτῶν τοῦ ἄλλου, τοῦτο θέλει παράσχῃ πᾶσαν προστασίαν καὶ βοήθειαν, ὡς εἰς τὰ ἐθνικὰ πλοῖα, καὶ ἐπιτρέψῃ αὐτῷ ἐν ἀνάγκῃ νὰ ἀποθέσῃ τὰ ἐμπορεύματα ἐπὶ τῆς ξηρᾶς ἢ μεταβιβάσῃ ἐπὶ ἄλλων πλοίων ἄνευ ἀπαιτήσεως οἱουδήποτε φόρου, δικαιώματος ἢ συνεισφορᾶς, ἐκτὸς ἂν παρεδόθησαν εἰς τὴν ἐσωτερικὴν κατανάλωσιν.

Τὸ ναυαγῆσαν ἢ ἐξοκεῖλαν πλοῖον καὶ πάντα τὰ μέρη ἢ τεμάχια, ἄρμενα καὶ προσαρτήματα αὐτοῦ, πάντα τὰ διασωθέντα σκεύη καὶ ἐμπορεύματα, συμπεριλαμβανομένων τῶν τυχὸν εἰς τὴν θάλασσαν ριφθέντων, ἢ τὸ προϊὸν τῆς πωλήσεως αὐτῶν, ἐὰν ἐπωλήθησαν, καὶ πάντα τὰ εὑρεθέντα ἐν τῷ ἐξοκείλαντι πλοίῳ ἔγγραφα, θὰ παραδίδωνται εἰς τὸν ἰδιοκτήτην ἢ τοὺς ἀντιπροσώπους αὐτοῦ τῇ αἰτήσει των.

Ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ ἰδιοκτήτου ἢ τοῦ πράκτορος ἐπὶ τόπου, ἡ παράδοσις γίνεται εἰς χεῖρας τοῦ Ἰταλοῦ ἢ Ἕλληνος Γενικοῦ Πρόξένου, Προξένου, Ὑποπροξένου ἢ Προξενικοῦ Πράκτορος τῆς περιφερείας ἐν ᾗ ἐξώκειλεν ἢ ἐναυάγησε τὸ περὶ οὗ πρόκειται πλοῖον.

Οἱ εἰρημένοι Πρόξενοι, ἰδιοκτῆται ἢ πράκτορες ὑποχρεοῦνται εἰς πληρωμὴν τῆς γενομένης δαπάνης διὰ τὴν διάσωσιν τοῦ πλοίου καὶ τὴν διαφύλαξιν τῶν διασωθέντων ἀντικειμένων.

Ἄρθρον 26.

Ἡ ἐθνικότης τῶν πλοίων θὰ πιστοποιῆται συμφώνως πρὸς τοὺς Νόμους τοῦ Κράτους, εἰς ὃ τὸ πλοῖον ἀνήκει, διὰ τῶν ἐπὶ τῶν πλοίων τίτλων καὶ ἐγγράφων, ἐκδοθέντων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν.

Ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως δικαστικῆς πωλήσεως τὰ πλοῖα ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων Μερῶν δὲν δύνανται νὰ λάβωσι τὴν ἐθνικότητα τοῦ ἄλλου ἄνευ δηλώσεως περὶ ὑποστολῆς τῆς σημαίας, ἐκδιδομένης ὑπὸ τῆς ἀρχῆς τοῦ Κράτους εἰς ὃ ἀνήκουσι. Μέχρι συνάψεως εἰδικῆς συμφωνίας διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀναγνώρισιν τῶν πιστοποιητικῶν καταμετρήσεως

τὰ πλοῖα ἑκατέρου τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, καταμετρηθέντα κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἀγγλικῆς μεθόδου (σύστημα Μοῦρσον) δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς λιμένας τοῦ ἄλλου Μέρους, διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν τελῶν ναυσιπλοΐας, εἰς οὐδεμίαν νέαν καταμέτρησιν, τῆς καθαρᾶς χωρητικότητος καταμετρήσεως τῆς ἐπὶ τῶν ἐγγράφων τοῦ πλοίου ἀναγεγραμμένης θεωρουμένης ἰσοδυνάμου πρὸς τὴν καθαρὰν χωρητικότητα καταμετρήσεως τῶν ἐθνικῶν πλοίων.

Ἄρθρον 27.

Εἰς τοὺς ἑλληνικοὺς λιμένας καὶ ἀμοιβαίως εἰς τοὺς ἰταλικοὺς τοιούτους, οἱ πλοίαρχοι τῶν ἰταλικῶν ἐμπορικῶν πλοίων καὶ ἀμοιβαίως οἱ πλοίαρχοι τῶν ἑλληνικῶν ἐμπορικῶν πλοίων, τῶν ὁποίων τὰ πληρώματα συνεπείᾳ, ἀσθενιῶν ἢ ἄλλων αἰτίων, δὲν εἶναι πλέον πλήρη, δύνανται, συμμορφούμενοι πρὸς τοὺς τοπικοὺς ἀστυνομικοὺς νόμους καὶ κανονισμούς, νὰ προσλάβουν τοὺς ἀναγκαιούντας διὰ τὴν συνέχισιν τοῦ ταξειδίου ναύτας, ἐννοουμένου ὅτι ἡ πρόσληψις ἐλευθέρως πάντοτε συσταθεῖσα ἐκ μέρους τοῦ ναύτου, θέλει συνομολογηθῇ συμφώνως πρὸς τὸν νόμον τῆς σημαίας τοῦ πλοίου.

Αἱ Προξενικαὶ Ἀρχαὶ τοῦ ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, αἱ ἑδρεύουσαι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου θὰ λαμβάνωσιν ἐκ μέρους τῶν ἐπιτοπίων ἀρχῶν τὴν διὰ τὴν σύλληψιν τῶν λιποτακτῶν ἐκ πλοίων ὑπὸ σημαίαν τῆς Χώρας των ἀπαιτουμένην βοήθειαν καὶ ἀρωγήν, ἐξαιρέσει τῶν ὑπηκόων τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 28.

Τὰ πλεονεκτήματα τῶν ἐθνικῶν πλοίων ἢ τῶν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Ἔθνους δὲν ἐπεκτείνονται :

Α') Εἰς τὴν ἐκτέλεσιν εἰδικοῦ νόμου διὰ τὴν ἐθνικὴν ἐμπορικὴν ναυτιλίαν ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐνθαρρύνσεις εἰς τὴν ναυπήγησιν καὶ ναυτιλίαν δι' ἐπιδομάτων ἢ ἄλλων εἰδικῶν εὐκολιῶν.

Β') Εἰς τὰ ἐκχωρηθέντα προνόμια εἰς τὰ σωματεῖα ναυτικῶν ἀθλημάτων.

Γ') Εἰς τὴν ἐξάσκησιν τῆς ναυτικῆς ὑπηρεσίας τῶν λιμένων, ὅρμων καὶ παραλίων, συμπεριλαμβανομένης τῆς πλοηγίας, τῆς ρυμουλκήσεως, τῆς διασώσεως καὶ τῆς ναυτικῆς βοηθείας.

Δ') Εἰς τὴν μετανάστευσιν καὶ μεταφορὰν μεταναστῶν.

Εἰδικὸν ἐν τούτοις σύμφωνον δύναται ἐνδεχομένως νὰ συναφθῇ ἐν προκειμένῳ μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἐννοουμένου ὅτι τὸ σύμφωνον τοῦτο δὲν θὰ περιεῖχε οὐδεμίαν διάταξιν διακρίσεως νόμῳ ἢ ἔργῳ εἰς βάρος τῆς σημαίας τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους ἔναντι τῶν τρίτων Χωρῶν εἰς τὰς ὁποίας τοιοῦτον δικαίωμα ἔχει ἐνδεχομένως παραχωρηθῇ, ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἁρμοδιότητα καὶ τὴν διαδικασίαν τῆς ἀποφάσεως ὡς πρὸς τὴν καταλληλότητα τῶν πλοίων διὰ τὴν μεταφορὰν μεταναστῶν.

Ε') Εἰς τὴν ἀκτοπλοΐαν ἥτις ἐπιφυλάσσεται εἰς τὰ ἐθνικὰ πλοῖα.

Ἡ ἔννοια τοῦ ὅρου ἀκτοπλοΐα περιλαμβάνει πᾶσαν μεταφορὰν ἐμπορευμάτων τὰ ὁποῖα, ἂν καὶ ταξειδεύοντα τῇ συνοδείᾳ ἀμέσου φορτωτικῆς, καὶ ἀνεξαρτήτως τῆς προελεύσεως ἢ τοῦ προορισμοῦ των, μεταφορτώνονται, ἀμέσως ἢ ὄχι ἐντὸς τῶν λιμένων ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν ἵνα μεταφερθοῦν εἰς ἕτερον λιμένα τοῦ αὐτοῦ συμβαλλομένου Μέρους. Αἱ αὐταὶ διατάξεις ἐφαρμόζονται καὶ προκειμένου περὶ μεταφορᾶς ἐπιβατῶν ἔστω καὶ ἐφωδιασμένων δι' ἀμέσων εἰσιτηρίων.

ΣΤ') Εἰς τὴν ἐξάσκησιν τῆς ἁλιείας ἐντὸς τῶν χωρικῶν ὑδάτων τῶν δύο Κρατῶν.

Ἄρθρον 29.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουσι τὴν διενέργειαν τὸ ταχύτερον διαπραγματεύσεων διὰ τὴν σύναψιν μιᾶς ἢ πλειόνων εἰδικῶν συμφωνιῶν πρὸς ἐξασφάλισιν, κατὰ τὸν εὐρύτερον τρόπον, εἰς τοὺς ἐργάτας ἑκατέρου τῶν Μερῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἄλλου καὶ εἰς τοὺς κληρονόμους αὐτῶν τῆς, ἰσότητος πρὸς τοὺς ἰθαγενεῖς ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν περὶ προστασίας τῆς ἐργασίας, περὶ ἰατρικῆς καὶ νοσοκομειακῆς περιθάλψεως καὶ περὶ κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων κατὰ τῶν διαφόρων κινδύνων νόμων.

Ἡ παροῦσα Συνθήκη κυρωθήσεται καὶ αἱ κυρώσεις θ' ἀνταλλαγῶσιν ἐν Ἀθήναις ὡς οἷόν τε τάχιστα.

Θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τριάκοντα ἡμέρας μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ἐπικυρώσεων καὶ θὰ ἔχῃ διάρκειαν πέντε ἐτῶν μετὰ τὴν ὁποίαν ἡ παροῦσα Συνθήκη δύναται πάντοτε νὰ καταγγελθῇ, παραμένουσα ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ ἑξάμηνον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς καταγγελίας.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ Πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν ταύτην καὶ ἐπέθεντο τὰς ἐαυτῶν σφραγῖδας.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Σὰν Ρέμο τῇ πέμπτῃ Νοεμβρίου 1948.

Διὰ τὴν Ἑλλάδα
Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν
Κ. ΣΦΟΡΤΖΑ

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Συνδιαλλαγῆς καὶ Δικαστικοῦ Διακανονισμοῦ μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων καὶ ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, ἀποφασίσαντες ὅπως συνάψωσι σύμβασιν διὰ τὸν φιλικὸν διακανονισμὸν τῶν διαφορῶν αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ ἀναφυῶσι μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, διώρισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὡς πληρεξουσίους αὐτῶν :

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Κωνσταντῖνον Τσαλδάρην, Ἀντιπρόεδρον τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν καί

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Κάρλο Σφόρτζα, Ὑπουργὸν τῶν Ἐξωτερικῶν, οἵτινες ἀφοῦ ἐπέδειξαν πρὸς ἀλλήλους τὰ πληρεξούσια αὐτῶν εὑρεθέντα ἐν τάξει καὶ κατὰ τοὺς ἀπαιτουμένους τύπους, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Ἡ Ἑλλὰς καὶ ἡ Ἰταλία ὑποχρεοῦνται ὅπως ὑποβάλωσιν, εἰς τὴν ὑπὸ τῶν ἑπομένων ἄρθρων 4 ἕως 15 προβλεπομένην διαδικασίαν συνδιαλλαγῆς, πάντα τὰ ζητήματα, τὰ ὁποῖα τυχὸν θὰ τὰς ἐχώριζον καὶ τὰ ὁποῖα δὲν θὰ ἠδύναντο νὰ ἐπιλυθῶσι διὰ τῶν συνήθων διπλωματικῶν τρόπων ἐνεργείας.

Ἐν περιπτώσει ἀποτυχίας τῆς διαδικασίας συνδιαλλαγῆς εἰς δικαστικὸς διακανονισμὸς θὰ ἀναζητηθῇ, συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 16 καὶ ἑπόμενα τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

Αἱ διαφοραὶ διὰ τὴν ἐπίλυσιν τῶν ὁποίων εἰδικὴ διαδικασία θὰ προεβλέπετο ὑπὸ ἄλλων συμβάσεων ἐν ἰσχύϊ μεταξὺ τῶν ἐν διαφορᾷ Μερῶν θὰ διευθετῶνται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν συμβάσεων τούτων.

Ἄρθρον 3.

1. Προκειμένου περὶ διαφορᾶς, τὸ ἀντικείμενον τῆς ὁποίας κατὰ τὴν ἐσωτερικὴν νομοθεσίαν τοῦ ἑνὸς τῶν Μερῶν, ὑπάγεται εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τῶν δικαστικῶν ἢ διοικητικῶν ἀρχῶν, τὸ Μέρος τοῦτο θὰ δύναται νὰ ἀντιτεθῇ εἰς τὴν ὑποβολὴν τῆς διαφορᾶς ταύτης εἰς τὰς προβλεπομένας διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως διαφόρους διαδικασίας, πρὸ τῆς ἐκδόσεως, ἐντὸς λογικῶν προθεσμιῶν, ὁριστικῆς ἀποφάσεως ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

2. Τὸ Μέρος, τὸ ὁποῖον, ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, θὰ θελήσῃ νὰ προσφύγῃ εἰς τὰς ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένας διαδικασίας, θὰ ὀφείλῃ νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς τὸ ἕτερον Μέρος τὴν πρόθεσίν του ἐντὸς προσθεσμίας ἑνὸς ἔτους, ἀπὸ τῆς ὡς ἄνω ἀναφερομένης ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 4.

Μόνιμος Ἐπιτροπὴ συνδιαλλαγῆς θέλει συσταθῇ ἐντὸς ἓξ μηνῶν, ἀπὸ τῆς εἰσόδου ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ ἀπαρτισθῇ ἐκ τριῶν μελῶν. Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ διορίσωσιν ἕκαστον ἕνα Ἐπίτροπον, ἐκλεγόμενον μεταξὺ τῶν οἰκείων αὐτῶν ὁμοεθνῶν. Θὰ ὁρίζωσι διὰ κοινῆς συμφωνίας τὸν Πρόεδρον, ὁ ὁποῖος δέον νὰ μὴ εἶναι ὑπήκοος τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν, οὔτε νὰ ἔχῃ τὴν συνήθη αὐτοῦ διαμονὴν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν, οὔτε νὰ διατελῇ εἰς τὰς ὑπηρεσίας αὐτῶν. Ἐὰν, ἐλλείψει συμφωνίας, ὁ διορισμὸς τοῦ Προέδρου δὲν λάβῃ χώραν ἐντὸς τῆς εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον προβλεπομένης προθεσμίας, ἢ, ἐν περιπτώσει ἀντικαταστάσεως, ἐντὸς τῶν τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς χηρείας τῆς ἕδρας, θὰ ὁρισθῇ διὰ τοῦ ἀκολούθου τρόπου.

Ἕκαστον τῶν δύο Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν προτείνει δύο ὑποψηφίους λαμβανομένους ἐκ τοῦ καταλόγου τῶν μελῶν τοῦ Διαρκοῦς Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου τῆς Χάγης, ἐκτὸς τῶν ὑπὸ τῶν Μερῶν ὑποδειχθέντων μελῶν, καὶ μὴ ἔχοντα τὴν ὑπηκοότητα οὐδενὸς ἐξ αὐτῶν. Ὁ κλῆρος ὁρίζει ποῖος τῶν οὕτω προταθέντων ὑποψηφίων θὰ εἶναι ὁ Πρόεδρος. Ἐν περιπτώσει, καθ' ἣν ἕν τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν δὲν θὰ ἐπρότεινε τοὺς ὑποψηφίους του, θὰ ἀνατεθῇ εἰς τὸν Πρόεδρον τοῦ Δικαστηρίου νὰ ὁρίσῃ, τῇ αἰτήσει τοῦ ἑνὸς ἐκ τῶν Μερῶν αὐτῶν, τὸν Πρόεδρον τῆς μονίμου Ἐπιτροπῆς.

Οἱ Ἐπίτροποι διορίζονται διὰ τρία ἔτη. Θὰ εἶναι ἐπανεκλέξιμοι, θὰ παραμένωσιν ἐν ἐνεργείᾳ μέχρι τῆς ἀντικαταστάσεώς των καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, μέχρι λήξεως τῆς ἐντολῆς των. Ἐφ' ὅσον δὲν ἄρχεται ἡ διαδικασία ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακαλέσῃ τὸν ὑπ' αὐτοῦ διορισθέντα Ἐπίτροπον καὶ νὰ ὑποδείξῃ διάδοχον αὐτοῦ. Ὡσαύτως, θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀποσύρῃ τὴν συγκατάθεσίν του εἰς τὸν διορισμὸν τοῦ Προέδρου.

Ἐντὸς τῆς συντομωτέρας προθεσμίας θέλει ληφθῇ φροντὶς διὰ τὰς χηρείας αἵτινες θὰ ἐπηκολούθουν, συνεπείᾳ λήξεως τῆς ἐντολῆς, ἀνακλήσεως, θανάτου, παραιτήσεως ἢ ἄλλου τινὸς κωλύματος, διὰ τῆς τηρήσεως τοῦ ὁρισθέντος τρόπου διὰ τοὺς διορισμούς.

Ἄρθρον 5.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Συνδιαλλαγῆς θὰ ἐπιλαμβάνεται τῶν ζητημάτων, μέσῳ αἰτήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Πρόεδρον ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν, ἐνεργούντων διὰ κοινοῦ συμφώνου, ἢ, ἐν ἐλλείψει, ὑπὸ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Μερῶν. Ἡ αἴτησις μετὰ τὴν ἔκθεσιν τοῦ ἀντικειμένου τῆς διαφορᾶς, θὰ περιέχῃ τὴν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν πρόσκλησιν ὅπως προβῇ εἰς πάντα τὰ ἐνδεικνυόμενα μέτρα τὰ ἄγοντα πρὸς συνδιαλλαγήν.

Ἐὰν ἡ αἴτησις προέρχεται ἐξ ἑνὸς μόνον τῶν Μερῶν, θὰ ἀνακοινοῦται ταυτοχρόνως ὑπ' αὐτοῦ εἰς τὸ ἕτερον Μέρος.

Ἄρθρον 6.

Ἐντὸς προθεσμίας δέκα ἡμερῶν, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἕν τῶν Μερῶν θὰ ἔχῃ ὑποβάλλει διαφοράν τινα ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς Συνδιαλλαγῆς, ἕκαστον τῶν Μερῶν θὰ δύναται, διὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς διαφορᾶς ταύτης, νὰ ἀντικαταστήσῃ τὸν Ἐπίτροπόν του, διὰ προσώπου κεκτημένου εἰδικὴν ἐπὶ τοῦ θέματος ἁρμοδιότητα.

Τὸ Μέρος τὸ ὁποῖον θὰ ἔκαμνε χρῆσιν τοῦ δικαιώματος τούτου, θὰ προβαίνῃ ἀμέσως εἰς τὴν γνωστοποίησιν περὶ τούτου εἰς τὸ ἕτερον Μέρος, τὸ ὁποῖον, ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, θὰ ἔχῃ τὴν δυνατότητα τῆς αὐτῆς ἐνεργείας, ἐντὸς προθεσμίας δέκα πέντε ἡμερῶν, ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν θὰ περιήρχετο εἰς αὐτὸ ἡ γνωστοποίησις.

Ἄρθρον 7.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Συνδιαλλαγῆς θὰ συνέρχεται ἐκτὸς ἀντιθέτου συμφωνίας τῶν Μερῶν, εἰς τὸ ὑπὸ τοῦ Προέδρου ὑποδεικνυόμενον μέρος.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Συνδιαλλαγῆς θὰ ἔχῃ ὡς ἔργον ὅπως διευκρινίζῃ τὰ ἐπίμαχα ζητήματα, ὅπως συλλέγῃ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον πάσας τὰς χρησίμους πληροφορίας καὶ ὅπως προσπαθῇ νὰ συνδιαλλάττῃ τὰ Μέρη.

Μετὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς ὑποθέσεως θὰ διατυποῖ εἰς ἔκθεσιν προτάσεις ἐπὶ τῷ τέλει τοῦ διακανονισμοῦ τῆς διαφορᾶς.

Ἄρθρον 9.

Ἡ διαδικασία ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς Συνδιαλλαγῆς θὰ εἶναι κατ' ἀντιμωλίαν.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ κανονίζῃ ἡ ἰδία τὴν διαδικασίαν, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν, ἐκτὸς ἐναντίων ὁμοφώνως λαμβανομένων ἀποφάσεων, τὰς περιεχομένας διατάξεις εἰς τὸν 3ον τίτλον τῆς Συμβάσεως τῆς Χάγης, τῆς 18ης Ὀκτωβρίου 1907, διὰ τὸν εἰρηνικὸν διακανονισμὸν τῶν διεθνῶν διαφορῶν.

Ἄρθρον 10.

Αἱ συζητήσεις τῆς Ἐπιτροπῆς Συνδιαλλαγῆς θὰ διεξάγωνται κεκλεισμένων τῶν θυρῶν, ἐκτὸς ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν Μερῶν, ἀποφασίσῃ ἄλλως.

Ἄρθρον 11.

Τὰ Μέρη θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ διορίζωσι παρὰ τῇ Ἐπιτροπῇ πράκτορας, συμβούλους καὶ πραγματογνώμονας, οἱ ὁποῖοι θὰ χρησιμεύωσι ταυτοχρόνως ὡς μεσάζοντες μεταξὺ αὐτῶν καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς, ὡς καὶ νὰ ἐξαιτῶνται τὴν ἀκρόασιν παντὸς προσώπου, ἡ μαρτυρία τοῦ ὁποίου θὰ τοῖς ἐφαίνετο χρήσιμος.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ ἔχῃ, ἀπὸ μέρους της, τὴν δυνατότητα νὰ ζητῇ προφορικὰς ἐπεξηγήσεις παρὰ τῶν πρακτόρων, συμβούλων καὶ πραγματογνωμόνων τῶν δύο Μερῶν, ὡς καὶ παρὰ παντὸς προσώπου, τοῦ ὁποίου θὰ ἔκρινεν χρήσιμον τὴν ἐμφάνισιν τῇ συναινέσει τῶν Κυβερνήσεών των.

Ἄρθρον 12.

Τὰ Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ διευκολύνωσι τὸ ἔργον τῆς Ἐπιτροπῆς Συνδιαλλαγῆς καὶ ἰδιαιτέρως νὰ τῇ παρέχωσιν, ἐν τῷ εὐρυτέρῳ κατὰ τὸ δυνατὸν μέτρῳ, πᾶν ἔγγραφον καὶ πᾶσαν χρήσιμον πληροφορίαν, ὡς καὶ νὰ κάμωσι χρῆσιν ὅλων τῶν μέσων ἅτινα διαθέτουσιν ταῦτα, κατὰ τὴν νομοθεσίαν αὐτῶν, διὰ νὰ τῇ ἐπιτραπῇ νὰ προβαίνῃ εἰς τὴν κλῆσιν καὶ ἀκρόασιν μαρτύρων καὶ πραγματογνωμόνων.

Ἄρθρον 13.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Συνδιαλλαγῆς θὰ ὑποβάλῃ τὴν ἔκθεσιν, ἐντὸς τεσσάρων μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐπελήφθη τῆς διαφορᾶς, ἐκτὸς ἐὰν τὰ Μέρη συμφωνοῦσι νὰ παρατείνωσι τὴν προθεσμίαν ταύτην.

Ἀντίτυπον τῆς ἐκθέσεως θὰ ἐγχειρίζεται εἰς ἕκαστον τῶν Μερῶν. Ἡ ἔκθεσις δὲ αὕτη δὲν θὰ ἔχῃ τόσον ὡς πρὸς τὸ ἱστορικὸν αὐτῆς μέρος ὅσον καὶ πρὸς τὸ αἰτιολογικόν, χαρακτῆρα διαιτητικῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 14.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Συνδιαλλαγῆς θὰ ὁρίζῃ τὴν προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας τὰ Μέρη θὰ ὀφείλουν νὰ ἀποφαίνωνται ἐπὶ τῶν προτάσεων διακανονισμοῦ, τῶν περιεχομένων ἐν τῇ ἐκθέσει αὐτῆς, ἡ ὁποία προθεσμία δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τρεῖς μῆνας.

Ἄρθρον 15.

Κατὰ τὴν πραγματικὴν διάρκειαν τῆς διαδικασίας, ἕκαστος τῶν Ἐπιτρόπων θὰ λαμβάνῃ ἀποζημίωσιν τῆς ὁποίας τὸ ποσὸν θὰ καθορίζεται ἀπὸ συμφώνου μεταξὺ τῶν Μερῶν τὰ ὁποῖα θὰ ἐπιβαρύνωνται δι' αὐτοῦ κατ' ἴσην μοῖραν ἕκαστον.

Τὰ προκαλούμενα γενικὰ ἔξοδα διὰ τῆς λειτουργίας τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ κατανέμωνται κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον.

Ἄρθρον 16.

Ἐὰν ἕν τῶν Μερῶν δὲν ἀποδέχεται τὰς προτάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς Συνδιαλλαγῆς ἢ δὲν ἀποφαίνεται ἐντὸς τῆς ἐν τῇ ἐκθέσει ὁριζομένης προθεσμίας, ἕκαστον αὐτῶν θὰ δύναται νὰ ζητήσῃ ὅπως ἡ διαφορὰ ὑποβληθῇ εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

Ἐν τῇ περιπτώσει, καθ' ἣν κατὰ τὴν γνώμην τοῦ Δικαστηρίου ἡ διαφορὰ δὲν θὰ ἦτο νομικῆς φύσεως, τὰ Μέρη συμφωνοῦσιν ὅπως ἐπιλυθῇ αὕτη ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἀρχῶν τοῦ δικαίου καὶ τῆς ἐπιεικείας.

Ἄρθρον 17.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ καθορίζωσι, δι' ἑκάστην ἰδιαιτέραν περίπτωσιν εἰδικὸν συνυποσχετικὸν καθορίζον σαφῶς τὸ ἀντικείμενον τῆς διαφορᾶς, τὰς ἰδιαιτέρας ἁρμο-

διότητας, αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ παραχωρηθῶσιν εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον, ὡς καὶ πάντας τοὺς συμφωνηθέντας λοιποὺς ὅρους, μεταξὺ αὐτῶν.

Τὸ συνυποσχετικὸν θὰ καταρτισθῇ δι' ἀνταλλαγῆς διακοινώσεων μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, θὰ ἑρμηνεύεται δὲ, ἐπὶ παντὸς σημείου, ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου.

Ἐὰν τὸ συνυποσχετικὸν δὲν ἔχῃ καταρτισθῇ ἐντὸς τῶν τριῶν μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἡμέρας, καθ' ἣν ἕν ἐκ τῶν Μερῶν ἐπελήφθη αἰτήσεως ἐπὶ τῷ τέλει δικαστικοῦ διακανονισμοῦ, ἕκαστον Μέρος θὰ δύναται νὰ προσφύγῃ εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον δι' ἁπλῆς αἰτήσεως.

Ἄρθρον 18.

Ἐὰν τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον διαπιστώσῃ, ὅτι ἀπόφασις Δικαστικῆς τινὸς δικαιοδοσίας, ἢ πάσης ἄλλης ἀρχῆς, ὑπαγομένης εἰς ἕν ἐκ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, εὑρίσκεται, ἐξ ὁλοκλήρου ἢ ἐν μέρει, ἐν ἀντιθέσει πρὸς τὸ Διεθνὲς δίκαιον καὶ ἐὰν τὸ συνταγματικὸν δίκαιον τοῦ Μέρους τούτου δὲν ἐπιτρέπῃ ἢ δὲν ἐπιτρέπῃ παρὰ ἀτελῶς, τὴν ἐξαφάνισιν διὰ διοικητικῆς ὁδοῦ τῶν συνεπειῶν τῆς περὶ ἧς πρόκειται ἀποφάσεως, θὰ παρασχεθῇ εἰς τὸ βλαβὲν Μέρος ἄλλης φύσεως δικαία ἱκανοποίησις.

Ἄρθρον 19.

Ἡ ἐκδιδομένη ὑπὸ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου ἀπόφασις θὰ ἐκτελῆται καλῇ τῇ πίστει ὑπὸ τῶν Μερῶν. Αἱ δυσχέρειαι τὰς ὁποίας ἡ ἑρμηνεία αὐτῆς δυνατὸν νὰ προκαλέσῃ θὰ ἐπιλύωνται ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου εἰς τὸ ὁποῖον ἕκαστον τῶν Μερῶν θὰ δύναται νὰ προσφεύγῃ πρὸς τοῦτο δι' ἁπλῆς αἰτήσεως.

Ἄρθρον 20.

Διαρκούσης τῆς περιόδου τῆς περὶ συνδιαλλαγῆς διαδικασίας, ἢ τῆς δικαστικῆς διαδικασίας, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἀπέχωσι παντὸς μέτρου δυναμένου νὰ ἔχῃ ἐπιζήμιον ἐπίδρασιν (ἀντανάκλασιν) ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῶν προτάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς Συνδιαλλαγῆς ἢ ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου.

Ἄρθρον 21.

Ἐὰν διαδικασία συνδιαλλαγῆς ἢ δικαστικὴ διαδικασία παραμένῃ ἐκκρεμὴς κατὰ τὴν λῆξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης συμβάσεως, θὰ συνεχισθῇ ἡ διεξαγωγὴ αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως, ἢ πάσης ἄλλης συμβάσεως, τὴν ὁποίαν τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ συνεφώνουν εἰς ἀντικατάστασιν αὐτῆς.

Ἄρθρον 22

Αἱ ἀμφισβητήσεις αἵτινες δυνατὸν νὰ ἀνεφύοντο εἴτε ὡς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν, εἴτε ὡς πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης συμβάσεως, θὰ ὑποβάλλωνται κατ' εὐθείαν, μέσῳ ἁπλῆς αἰτήσεως, εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

Ἄρθρον 23.

Ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ἐντὸς τῆς κατὰ τὸ δυνατὸν βραχυτέρας προθεσμίας καὶ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀμέσως μετὰ τὴν ἀνταλλαγὴν τῶν ἐπικυρώσεων, ἥτις θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ἀθήναις. Θὰ ἔχῃ διάρκειαν πέντε ἐτῶν, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως. Ἐὰν δὲν καταγγελθῇ ἓξ μῆνας πρὸ τῆς λήξεως τῆς προθεσμίας ταύτης, θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ διὰ νέαν περίοδον πέντε ἐτῶν καὶ οὕτω καθεξῆς.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ ἄνω ἀναφερόμενοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν σύμβασιν καὶ ἐπέθηκαν τὰς ἑαυτῶν σφραγῖδας.

Ἐγένετο ἐν Σάν Ρέμο, εἰς διπλοῦν, τὴν 5ην Νοεμβρίου 1948.

Διὰ τὴν Ἑλλάδα
Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν
Κ. ΣΦΟΡΤΖΑ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΙΣ

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΚΑΙ ΣΦΡΑΓΙΣΤΗΡΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ

ὅτι ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1949 ὡρίσθησαν οἱ ὅροι ἐτησίων συνδρομῶν καὶ ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ὡς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ὡς ἑξῆς :

ΟΡΟΙ ΕΤΗΣΙΩΝ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ ΚΑΙ ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ Κ.Λ.Π.

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	60.000
2. » » τεῦχος Β'	»	40.000
3. » » τεῦχος Γ'	»	40.000
4. » » Παράρτημα	»	40.000
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν...	»	100.000
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	40.000
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	20.000
8. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	300.000

Διὰ τοὺς Δήμους καὶ Κοινότητας τοῦ Κράτους ἡ ἐτησία συνδρομὴ ὡρίσθη εἰς τὸ ἥμισυ τῆς κατὰ τὰ ἀνωτέρω ὁριζομένης διὰ τοὺς συνδρομητάς.

Ἐπὶ πλέον τῶν ποσῶν τούτων οἱ συνδρομηταὶ ὑποχρεοῦνται ὅπως καταβάλωσιν ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (Τ.Α.Π.Ε.Τ.) τὰ ἑξῆς κατά :

1) Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	10.000
2) » » » Β'	»	5.000
3) » » » Γ'	»	5.000
4) » » Παράρτημα	»	5.000
5) » » Δελτίον Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	20.000
6) » » Πράξεις Νομ. Προσώπων Δ. Δ.	»	5.000
7) » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	2.000
8) Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	40.000

Ἡ τιμὴ ἑκάστου φύλλου τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ὡρίσθη εἰς δρ. 500

Τὰ τέλη τῶν δημοσιεύσεων ὁρίζονται ὡς ἑξῆς :

Α'. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν διαστατικῶν πράξεων	Δρχ.	24.000
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	600.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	Δρχ.	150.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3224)24 γνωστοποιήσεων	»	60.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ Β. Δ. 20)5)1939	»	25.000
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	300.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζιτικῶν Ἑταιρειῶν	»	120.000
8. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύλεύσεων τῶν Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	60.000
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων ...	»	300.000
10 Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	60.000
11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	100.000
12. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνων. Ἑταιρειῶν	»	300.000

Β'. Εἰς τὸ Παράρτημα.

1 Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων.	»	25.000
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεων ἰσματικῶν ὑδάτων	»	200.000

Ποσοστὸν 5 ο)ο ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω ἀναφερομένων τελῶν καταβάλλεται ἐπὶ πλέον ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

Αἱ πληρωμαὶ διὰ τὰς συνδρομὰς καὶ διὰ τὰ τέλη τῶν δημοσιεύσεων ἐνεργοῦνται προκαταβολικῶς εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως (γραμματίου παραλαβῆς ἢ διπλοτύπου εἰσπράξεως), ὅπερ ἀποστέλλεται ταχὺ τοῦ ἐνδιαφερομένου εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου ποσοστὸν εἰσπράττεται ὑπὸ τοῦ Ταμείου τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ἐν τῷ Ἐθνικῷ Τυπογραφείῳ, προκειμένου ὅμως περὶ εἰσπράξεων τῶν συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων τῶν Ἐπαρχιῶν εἰσπράττεται ὑπὸ τῶν Ταμείων τοῦ Δημοσίου, ἀποδιδόμενον ὑπ' αὐτῶν εἰς τὸ ΓΑΠΕΓ συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ 1947 (Roneo 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ.

Ὁ Διευθυντὴς

ΙΩΑΝΝΗΣ ΣΕΡΡΑΙΟΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)